

Soutenir les media d'information

Note du 28 août 2018

Rédacteur référent sur le thème de la presse d'information : Franck Weil-Rabaud

Soutenir les médias, c'est contribuer à faire vivre la démocratie. Défendre la liberté de la presse, c'est permettre à chacun de faire entendre sa voix et renforcer ainsi le vivre-ensemble. Soutenir une presse libre, c'est s'opposer concrètement à ceux qui la musèlent et permettre à chaque citoyen de disposer d'une information diversifiée et de qualité. Un soutien qui donne tout son sens à la devise de la République "Liberté, Egalité, Fraternité"

Le combat pour la liberté de la presse

Il nous appartient aujourd'hui de défendre la liberté et le pluralisme de la presse que d'autres ont défendus avec force avant nous.

Ceux qui se sont battus depuis 1789, au nom de l'article 11 de notre Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, pour la défense du droit universel à la liberté d'opinion et d'expression. Des hommes de lettres, journalistes et politiques, dont l'engagement a permis le vote de la grande loi républicaine du 29 juillet 1881 qui est encore aujourd'hui le socle de la liberté de la presse dans notre pays : parmi eux, Camille Desmoulins, révolutionnaire et journaliste de la liberté, Victor Hugo déclamant à la tribune de l'Assemblée en 1848 que « le principe de la liberté de la presse n'est pas moins essentiel que celui du suffrage universel [car] la liberté de la presse à côté du suffrage universel, c'est la pensée de tous éclairant le gouvernement de tous », ou encore Chateaubriand qui a « aidé à conquérir celle de [n]os libertés qui les vaut toutes ».

Nous devons être dignes de l'héritage qui nous a été confié par ceux qui nous ont précédés.

Constats

A l'heure où une partie de la presse indépendante est menacée de disparaître, nous devons agir. La production, l'échange et la circulation d'une information libre est un enjeu démocratique pour notre territoire.

Et c'est aussi un enjeu de développement économique. Une information limitée ou contrainte nous prive d'un élément essentiel à la bonne compréhension des enjeux, des solutions et plus généralement de l'animation du débat public sur les grandes orientations, les grands choix, les grands aménagements.

La vitalité d'un territoire se mesure aussi à la pluralité de la presse qui y est présente. Il est à cet égard intéressant de constater que la métropole de Lyon possède de nombreux titres de presse locale avec des quotidiens, un hebdomadaire, deux mensuels, une chaîne d'information et au moins deux supports de presse d'information purement électroniques reconnus pour la qualité de l'information qu'ils dispensent.

Le paysage médiatique en PACA lui s'est considérablement réduit au cours des quinze dernières années avec la disparition progressive de nombreux supports d'information de presse écrite et audiovisuelle : il reste aujourd'hui deux quotidiens généralistes majeurs, Nice-Matin et la Provence dont la diffusion a baissé de près de 20% ces dix dernières années. La Marseillaise connaît pour sa part des difficultés récurrentes et une presse dite "pas pareille" tente également de survivre dans ce paysage médiatique sinistré, comme c'est le cas du Ravi. Se développent enfin ceux que l'on nomme désormais les "pure players", des médias disponibles uniquement

sur internet. S'ils arrivent à progressivement s'inscrire dans le paysage médiatique local et augmentent régulièrement leur lectorat, ils demeurent tous extrêmement fragiles.

Enfin, par comparaison avec toutes les autres grandes Régions métropolitaines, la nôtre manque cruellement de media d'information économique, aptes à faciliter l'échange d'information au sein d'un tissu d'entreprises qui est aujourd'hui largement aveugle sur l'actualité micro-économique régionale.

Il ressort de cette présentation succincte que l'écosystème de la presse en PACA est extrêmement fragile, avec pour conséquence que les citoyens et les acteurs économiques, politiques et sociaux de la Région ne disposent pas d'une diversité de supports de presse leur permettant de bénéficier d'une information suffisante, objective et indépendante.

Nous considérons donc qu'il y a une logique à ce que les institutions publiques locales prennent à bras le corps cet enjeu et agissent en faveur d'une information libre et indépendante.

Propositions

1- Participer au financement d'une "friche" pour les médias.

Elle permettrait d'offrir un lieu commun aux entreprises de presse intéressées dans lequel elles pourraient disposer de locaux à loyer préférentiel, de moyens généraux, d'assistance technique et juridique mutualisés...

Les institutions publiques, en offrant leur concours, donneraient en outre une visibilité au projet permettant aux media participants de solliciter plus facilement des financements privés ou participatifs. Le projet offrirait aussi aux institutions publiques d'illustrer concrètement leur volonté de défendre les media d'information locale comme un secteur d'activité stratégique pour le territoire régional.

2- Soutenir les associations investies dans l'éducation aux médias

Jusqu'en 2015, le conseil régional PACA octroyait une subvention aux associations impliquées dans l'éducation aux médias. Celle-ci pouvait prendre la forme d'intervention dans les établissements scolaires ou dans les quartiers populaires, auprès d'habitants souvent mal insérés socialement. Ces subventions ont été supprimées.

Aussi modestes soient-elles, les actions menées ont pourtant plus que jamais leur nécessité.

Cette éducation aux médias devient aujourd'hui essentielle si l'on souhaite apprendre aux jeunes à s'informer face au phénomène grandissant des fausses informations. Elle permet en outre d'aborder des thèmes aussi essentiels que le vivre-ensemble, la tolérance ou encore la défense de la laïcité face à tous les communautarismes.

3- Soutenir la presse méditerranéenne

Marseille, porte du Sud écrivait Albert Londres, figure tutélaire s'il en est de notre tradition journalistique. Plus que jamais, alors que le pourtour méditerranéen connaît des soubresauts géopolitiques qui poussent des centaines de milliers de personnes à tenter de gagner l'Europe, la Région Sud pourrait fédérer des initiatives visant à protéger, accueillir et promouvoir les représentants de la presse méditerranéenne. Des journalistes qui, de la Tunisie à Malte, en passant par le Liban, Israël, le Maroc, les Territoires Palestiniens ou la Syrie, se battent au quotidien pour maintenir ou développer une presse libre et indépendante.

Un lieu pourrait leur être consacré sur le modèle de la maison des journalistes à Paris. Et où mieux qu'à Marseille pourrait s'installer ce symbole d'ouverture vers nos voisins méditerranéens ?